

Legal Aid Strategy

WHEREAS the Canadian Bar Association is committed to legal aid as a public service essential for true access to justice and has advocated national standards to achieve a fair and equitable level of access to justice and legal aid services across Canada;

WHEREAS the Canadian Bar Association has lobbied with federal, provincial and territorial governments over the past several years, for improvements to access to justice through increased legal aid funding with unsatisfactory results;

WHEREAS the lack of national standards or control particularly over the delivery of civil legal aid has been highlighted by recent actions of the government of British Columbia to cut legal aid by 40% over the next three years, which will result in dramatically decreased services and increased barriers to justice;

Stratégie d'aide juridique

ATTENDU QUE L'Association du Barreau canadien s'est engagée à défendre la cause de l'aide juridique en tant que service public essentiel pour un accès véritable à la justice et a préconisé l'adoption de normes nationales afin d'atteindre un niveau juste et équitable d'accès à la justice et de services d'aide juridique à l'échelle du Canada;

ATTENDU QUE L'Association du Barreau canadien a exercé, à l'échelon fédéral, provincial et territorial, des pressions continues au cours des dernières années dans le but d'améliorer l'accès à la justice par le biais d'un financement accru de l'aide juridique, sans obtenir jusqu'à ce jour de résultat satisfaisant;

ATTENDU QUE l'absence de normes nationales ou de contrôle exercé au plan national sur la prestation des services d'aide juridique en matière civile a été illustrée par la récente décision du gouvernement de la Colombie-Britannique de couper le budget de l'aide juridique de 40% au cours des trois prochaines années, ce qui entraînera une baisse considérable de services et ne fera qu'entraver davantage l'accès à la justice;

WHEREAS cuts to civil legal aid target already disadvantaged groups, especially:

- women and children in family law matters; and
- people with low incomes who require assistance with poverty law disputes, which has a disproportionate impact on racialized communities and Aboriginal people;

WHEREAS the findings in the CBA's *Making the Case: The Right to Publicly Funded Legal Representation in Canada* support the use of appropriate test cases to expand the parameters of a constitutional entitlement to publicly funded legal representation;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association build coalitions with other organizations committed to social justice to maximize the effectiveness of efforts to lobby for national standards and improvements to the funding and delivery of civil legal aid and, together with such organizations, pursue appropriate test cases where injustice has been suffered as a result of inadequate civil legal aid funding.

ATTENDU QUE les coupures imposées à l'aide juridique en matière civile visent des groupes déjà défavorisés, en particulier :

- des femmes et des enfants dans les dossiers en droit de la famille; et
- les personnes de faibles revenus qui nécessitent une assistance juridique lors de conflits en droit de la pauvreté, avec une incidence disproportionnée sur les communautés racialisées et les autochtones;

ATTENDU QUE les conclusions du rapport de l'ABC *Le droit à une représentation juridique rémunérée par l'État au Canada : Une cause justifiée*, sont favorables au recours à des causes types pertinentes afin d'étendre les conditions d'un droit constitutionnel à la représentation juridique par le truchement des tribunaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE L'Association du Barreau canadien forge des alliances, avec d'autres organisations de défense de la justice sociale, des alliances afin de maximiser l'efficacité des efforts déployés en vue de faire adopter des normes nationales et d'améliorer le financement et la prestation des services d'aide juridique en matière civile et, de concert avec ces organisations, de contester en justice des causes types d'injustice flagrante due au

sous-financement du système d'aide juridique.

**Certified true copy of a resolution carried by the
Council of the Canadian Bar Association at the
Annual Meeting held in London ON,
August 10-11, 2002.**

**Copie certifiée conforme d'une résolution adoptée
par le Conseil de l'Association du Barreau canadien,
lors de l'Assemblée annuelle, à London ON
du 10 au 11 août 2002.**

A handwritten signature in black ink, appearing to read "John D.V. Hoyles". The signature is written in a cursive, flowing style with a prominent initial "J".

**John D.V. Hoyles
Executive Director/Directeur exécutif**

